

Scandale politico-judiciaire au Japon :

Démission du chef du bureau des procureurs de Tokyo

Jean-Yves Colin, chercheur associé à Asia Centre

Au moment où les autorités américaines ont arrêté deux protagonistes de la fuite de Carlos Ghosn, Michael Taylor et son fils Peter, à la demande de la Justice nipponne qui demande leur extradition vers le Japon en application d'un traité entre les deux pays, cette même Justice est en pleine tourmente du fait de la démission de Kurokawa Hiromu, chef du bureau des procureurs de Tokyo.

Cette démission fait suite à la révélation par le magazine Shukan Bunshun de parties de mahjong, les 1er et 13 mai, entre ce procureur et des journalistes de deux quotidiens, le Sankei Shimbun et le Asahi Shimbun, respectivement considérés de droite et de gauche. Ces parties, avec paris en argent, auraient eu lieu au domicile d'un des journalistes alors que l'état d'urgence sanitaire était déclaré pour la métropole de Tokyo et plusieurs autres préfectures. Cette affaire n'aurait pu être qu'un rocambolesque scandale qui agrmente la société japonaise et fait les délices d'une presse affamée d'histoires à sensation et de rivalités éditoriales. Elle a cependant une dimension politique forte.

Tout d'abord elle a conduit Mme Mori Masako, Ministre de la Justice à présenter ses excuses officielles et remettre sa démission au Premier Ministre Abe Shinzo qui l'a refusée et lui a demandé de retrouver la confiance du public dans le système judiciaire nippon.

D'autre part elle souligne les liens entre le bureau des procureurs de Tokyo et le monde de la presse comme cela a été notamment illustré dans le cadre de l'arrestation de Carlos Ghosn. Peu de monde au Japon en doutait mais ces parties de mahjong sont une preuve manifeste de cette malsaine complaisance entre procureurs et journalistes.

Enfin et surtout elle intervient après un projet de réforme de l'âge de la retraite des procureurs qu'avait voulu engager le Premier Ministre et à laquelle il a dû renoncer devant l'opposition de l'opinion publique et d'une partie du monde politique.

Le Premier Ministre souhaitait en effet reporter de 63 à 65 ans l'âge de départ en retraite des procureurs, avant de le porter éventuellement à 66 ans pour certains hauts représentants de la Justice et dans une seconde étape à 68 ans. Ce projet aurait pu être considéré comme un simple aménagement technique en ligne avec le relèvement de l'âge de la retraite au Japon ; il a été en réalité interprété comme une mesure destinée à permettre au chef du bureau des procureurs de Tokyo, ce même Kurokawa Hiromu qui a eu 63 ans en février dernier, de bénéficier d'une extension de durée à son poste. Or Kurokawa Hiromu est supposé, à tort ou raison, être proche du Premier Ministre et du fait de ses fonctions, susceptible de le protéger dans le contexte de deux affaires pour lesquelles il lui serait reproché depuis plusieurs années des passe-droits dans des opérations immobilières de deux entreprises éducatives.

Ce projet a alors suscité des oppositions de diverses natures : d'une part du monde politique et notamment du Parti Démocrate Constitutionnel, d'autre part d'un groupe de 37 anciens procureurs et juges qui ont écrit une lettre de protestation à la Ministre de la Justice, et enfin de célébrités (acteurs et actrices, chanteurs, mangaka...) et universitaires à travers les réseaux sociaux ce qui a donné de l'ampleur à leurs protestations ; toutes ces personnalités ont accusé Abe Shinzo d'abus de pouvoir et d'acte antidémocratique, le comparant parfois à de féroces dictateurs. En liaison avec le secrétaire général du Parti Libéral Démocrate (PLD), Nikai Toshihiro, le Premier Ministre a finalement renoncé à son projet en faisant annoncer que la priorité législative est de rechercher l'approbation par la Diète d'un second budget rectificatif dans le contexte de la crise du coronavirus, et de le reporter à une session extraordinaire à l'automne ou ordinaire en 2021. La démission de Kurokawa Hiromu a toute chance de lui porter un coup fatal.

Ce scandale n'est-il qu'une péripétie due à l'imprudence du chef du bureau des procureurs de Tokyo, dont s'est servie la presse nipponne sans vergogne ? Est-il en lien direct avec le projet d'aménagement de l'âge de départ en retraite des procureurs et un « coup bas » d'opposants au Premier Ministre au sein des oppositions ou de rivaux à l'intérieur du PLD ? A ce stade il est difficile de savoir. En tout cas il affaiblit Abe Shinzo dont la popularité souffre déjà de la gestion de la crise du coronavirus malgré des résultats satisfaisants dont les gouverneurs des préfectures concernées sont davantage crédités comme Mme Koike Yuriko à Tokyo que lui-même. En outre, et dans une moindre mesure, il jette une ombre sur la procédure concernant Carlos Ghosn et son collaborateur américain Greg Kelly, toujours en attente d'une date de début de son procès, et qui est entre les mains de ce bureau des procureurs.